

Strasbourg / La Ville candidate à un nouveau sommet mondial

Le G 20 après l'OTAN?

Un an, jour pour jour, après l'organisation du sommet de l'OTAN, Strasbourg est en lice pour accueillir le G 20, vient de révéler son maire Roland Ries. Cette candidature à l'organisation de ce « forum de coopération économique mondiale » qui aura lieu en France conforte l'attrait de la capitale européenne pour les grands sommets.

■ Habitée – de par sa relation fusionnelle avec l'Europe, au lendemain de la seconde guerre mondiale –, à être au cœur des grands rendez-vous avec l'histoire, Strasbourg a renoué l'an dernier avec cette tradition des grands rendez-vous internationaux: le retour de la France au commandement intégré de l'OTAN, qui célébrait ses 60 ans d'existence, a été célébré dans la capitale européenne.

Ce que se sont dit Sarkozy et Ries

Au lendemain de cet événement, où «*Strasbourg a prouvé sa capacité à accueillir 28 chefs d'État pour un sommet*», Roland Ries est appelé par Nicolas Sarkozy. Il révèle aujourd'hui, soit un an après, une part du contenu de sa conversation avec le président de la République – qui a décroché son téléphone pour lui dire qu'il était «*navré*» pour les incidents qui se sont déroulés au Port-du-Rhin, en marge du sommet.

■ **PRET POUR D'AUTRES GRANDS RENDEZ-VOUS.** – Dans la foulée, le chef de l'État lui a demandé s'il était «*d'accord pour accueillir d'autres grandes manifestations internationales?*», rapporte Roland Ries. Réponse du sé-



Un an après la photo officielle du sommet de l'OTAN, sur la passerelle des Deux-Rives, au-dessus du Rhin, la Ville de Strasbourg souhaite accueillir le G20. (Photo archives DNA – Jean-Christophe Dorn)

nateur-maire de Strasbourg au président de la République: «*Naturellement! On ne peut prétendre au rang de capitale européenne et souhaiter avoir la tranquillité d'un village*». Et ce, semble-t-il, en dépit des dégradations qui ont été commises par les black blocks, lors du contre-sommet: «*Je suis prêt à gérer ces désagréments et les réduire au*

maximum. Quand on a le rayonnement de Strasbourg, on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre», maintient Roland Ries.

■ **L'ÉTAT VA INVESTIR DANS L'EXTENSION DU PMC.** – Et le sénateur-maire d'annoncer, dans la foulée: «*Oui, en 2011, je suis favorable à ce que Strasbourg soit la ville hôte du G20 qui aura lieu*

en France». Et, selon lui, la capitale alsacienne dispose de «*sérieux atouts*» dans sa manche pour être retenue par l'Élysée.

«*Nous avons eu une discussion rapide [avec Nicolas Sarkozy] au sujet de l'extension du palais de la musique et des congrès, où s'est déroulé le sommet. J'ai compris que l'État voulait disposer d'une*

ou deux villes –hors Paris– pour pouvoir y organiser de grandes rencontres internationales», poursuit-il, en citant Nice et Strasbourg. «*A Strasbourg, résume Roland Ries, nous n'avons pas le soleil de Nice, mais nous avons notre histoire européenne (comme Bruxelles et Luxembourg) qui nous distingue de toutes les autres villes concurrentes*».

«Cela ne coûtera rien à l'État d'aller à Strasbourg»

■ **«SIGNE EXTREMEMENT POSITIF».** – C'est pourquoi, l'État va participer «*à hauteur de 250 000€ (sur un million d'euros)*» au financement des études concernant l'extension du PMC: «*Je viens d'en avoir récemment la confirmation*», certifie Roland Ries. Qui voit là un «*signe extrêmement positif*» pour le rayonnement de Strasbourg. «*Si l'État investit dans les études, c'est qu'en contrepartie, il pourra occuper gratuitement cette infrastructure, en vertu des droits d'utilisation de l'investisseur*», quelques jours dans l'année. Or, insiste-t-il, en poussant plus loin son raisonnement, «*lorsque l'Élysée ou Matignon auront à choisir une ville, ils auront à l'esprit que cela ne coûtera rien à l'État d'aller à Strasbourg*».

Philippe Dossmann

Attirée par les sommets

■ **Un événement politique mondial, mais aussi une ville en état de siège et un quartier sinistré par les black blocks: l'OTAN a laissé des séquelles dans l'inconscient des Strasbourgeois. Quels sont les enjeux pour la ville et les répercussions de la nouvelle candidature pour l'accueil du G20?**

S'il ne sous-estime pas le choc consécutif à «*l'attaque*» du quartier du Port-du-Rhin et le sentiment d'abandon de ses habitants pour, disaient certains d'entre eux, «*préserver le centre-ville*», le maire de Strasbourg considère que des moyens ont été rapidement mobilisés par l'État et la CUS pour «*gommer les dégâts et le traumatisme*», causés par le passage des casseurs du contre-sommet.

«*Ce sommet, l'an dernier, aura été –pour eux, ils en conviennent d'ailleurs– un mal pour un bien, soutient Roland Ries, car il a permis d'accélérer notre politique d'amélioration de la vie quotidienne dans ce quartier*», afin d'en faire un «*second quartier européen*», à proximité immédiate de la frontière allemande: arrivée du tramway,

nouvelle urbanisation, création d'un jardin pédagogique, d'un terrain de football de type hat trick, parmi d'autres réalisations qui verront le jour, dans les mois et les années à venir.

Stratégie à long terme

■ **OBJECTIF: RESTER UNE CAPITALE.** – Le sénateur-maire ne cache pas qu'au-delà de l'accueil du G20, l'an prochain, c'est une stratégie à plus long terme qu'il a engagée. Notamment pour maintenir le Parlement européen à Strasbourg. Sensible au fait qu'un «*glissement s'opère depuis quelque temps pour raccourcir la longueur des sessions*» qui s'y déroulent, une semaine par mois, voire pour «*les vider progressivement de leur contenu politique*» au profit de Bruxelles.

L'ancien président de la CUS, Robert Grossmann, révélait d'ailleurs, dans son dernier ouvrage, avoir entendu Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, et Michel Barnier, ancien ministre des Affaires étrangères, lui confier que le Parlement ne pourrait rester à Strasbourg.

■ **«RÉ-ENRACINER L'EUROPE A STRASBOURG».** – Ce qui fait dire à Roland Ries: «*Si l'on veut que Strasbourg reste une capitale européenne, il ne faut pas adopter de stratégie défensive, en s'arqueboutant sur les traités*». L'ambition du sénateur-maire est «*de ré-enraciner en quelque sorte*» l'Europe dans la ville: «*Longtemps, Strasbourg a été le symbole de la réconciliation, c'est moins évident pour les jeunes générations. Il faut donc reconstruire une spécificité de Strasbourg par rapport aux villes concurrentes*». Sur un autre créneau politique «*nécessaire et complémentaire*»: celui de la «*ville des droits de l'homme, de l'Europe des peuples et de la démocratie locale*» – des concepts qui font écho à «*l'humanisme rhénan*».

Des TGV et un aéroport

■ **«L'EUROPE DANS CHACUNE DES RUES»** – Quant aux infrastructures, la ville doit devenir l'incarnation de «*l'identité européenne qui doit se matérialiser sur le territoire de l'Eurodistrict et pas seulement dans un quartier européen*». L'objectif, pour Roland Ries, est que «*l'ensemble de la*



L'extension du PMC ne sera pas bouclée pour le sommet du G20 en 2011. Elle est prévue des rendez-vous ultérieurs. (Photo archives DNA)

ville «*s'européanise*» –que l'on puisse sentir la dimension européenne dans chacune de ses rues». Cela passe, selon lui, par la réussite de l'aménagement du secteur Heyritz-Kehl, clé de voûte de l'Eurodistrict.

En outre, des moyens ont été mis pour rendre la ville accessible: le maillage programmé des TGV Est et Rhin-Rhône. «*La CUS a, par exemple, multiplié par deux son effort (de 29 à 59 millions*

d'euros) pour la réalisation de la 2^e phase du TGV Est», indique le maire. Quant à l'aéroport, qui est en difficulté depuis quelques années, Roland Ries (PS) est en désaccord avec une partie de sa majorité (Verts). Pour lui, contrairement à ses alliés municipaux: «*Un aéroport dédié est absolument nécessaire, les moyens doivent être trouvés –via un business plan– pour maintenir 1,4 ou 1,5 million de voyageurs*».

Ph. D.

Forum de coopération

Le G20 s'est réuni deux fois l'an dernier: à Londres en avril et à Pittsburgh en septembre. Créé en 1999, il rassemblait à l'origine les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des 20 plus importantes économies de la planète.

La crise économique et financière a accru son importance, par rapport au G8 –club des pays les plus riches de la planète qui ne comprennent pas les grandes économies émergentes (Chine, Inde ou Brésil). Les 20 pays riches et émergents formant le G20 ont décidé de faire de cette enceinte le principal forum de coopération économique mondial. Les chefs d'État et de gouvernement du G20 ont annoncé dans leur communiqué final à Pittsburgh qu'ils se retrouveraient deux fois en 2010, au Canada et en Corée du Sud, et une fois en 2011, en France.

Autres candidatures

Quelle ville française devra se préparer à vivre un état de siège dans un ans? On ne le sait pas encore. Mais Evian, qui a accueilli le G8 en juin 2003, s'est déclaré candidate en janvier dernier, par la voix de son maire Marc Francina qui fait valoir l'expérience de la ville thermale en la matière. Chez les voisins suisses de Lausanne ou de Genève, en revanche, où le contre-sommet a causé des dégâts chez les commerçants, cette candidature a soulevé moins d'enthousiasme.

Pour le reste, d'autres noms de candidats circulent sans être confirmés pour l'instant: il est question de La Baule, de Lyon ou encore de Nice.

4 000 opposants désunis à Pittsburgh

La Ville de Pittsburgh avait demandé les renforts de 4 000 policiers pour juguler la contestation en septembre 2009. La «marche du peuple», qui a rassemblé 4 000 personnes à Pittsburgh, s'est dispersée dans le calme. Une seule personne a été arrêtée, aucun incident n'a été rapporté. Le cortège bigarré s'étendant sur plus d'un kilomètre a défilé dans une ambiance bon enfant, réunissant au son des tambours des écologistes mécontents du G20, des pacifistes, des vétérans d'Irak, des bonzes birmans et des Tibétains contre l'occupation chinoise. Lors d'une manifestation cette fois non autorisée, un millier de jeunes protestataires dénonçant, drapeaux noir et rouge à l'appui, «la cupidité du capitalisme», avaient été dispersés par des tirs de gaz lacrymogènes et de balles de plastique. Soixante-six activistes avaient été arrêtés, une vingtaine de vitrines de magasins et de banques ont été endommagées.